

le mal résultant de son intervention dans le passé : ainsi il aura plus ou moins arbitrairement fixé le prix de certaines choses, de certains services ; aujourd'hui que tout est bouleversé dans le domaine économique, le vice de ces décrets de l'Etat apparait clairement : ils ont acculé des entreprises à des situations impossibles ; l'Etat, auteur du gachis, doit assumer le contrôle de ces entreprises qu'il a contribué à mettre en mauvaise posture, en les empêchant de s'adapter d'elles-mêmes aux conditions changeantes.

Nous avons un exemple de ce cas dans les chemins de fer américains : depuis nombre d'années ils étaient l'objet de réglementations et de restrictions multipliées, réclamées, par l'opinion populaire formée par la presse ; le résultat fut que plusieurs furent mis dans des embarras financiers et durent recourir aux bons offices des grandes banques.

Il y a six ou sept ans, il s'en fallut de peu que la plus grande partie du réseau américain ne passât entre les mains de la maison de banque juive, Kuhn, Loeb & Co., généralement connue depuis ces derniers temps sous le nom de maison Morgan de New-York. Après avoir aidé à réaliser partiellement le trust de l'océan, avec le concours du juif Ballin, président de la Hambourg-America, elle tentait de monopoliser les transports par voie ferrée. Elle était l'agent financier de plus de 22,000 milles de chemins de fer américains, surtout de la région du sud-ouest ; elle avait des intérêts importants dans l'Illinois Central, le Baltimore & Ohio, le Southern Pacific et le New-York Central, le grand système ferroviaire construit par le commodore Vanderbilt ; le système Gould de même n'a échappé à son contrôle qu'en acceptant de passer sous celui de Speyer & Co, une autre banque juive de New-York.

La vieille richesse américaine, comme la vieille richesse anglaise, est ainsi petit à petit absorbée par la haute finance juive.

Et cette opération est facilitée par les interventions du pouvoir politique : on a là un exemple du fait que des campagnes dites populaires et démocratiques peuvent très bien servir les intérêts de grosses puissances d'argent, désireuses d'acculer certaines entreprises à une impasse financière, afin de les avoir à leur merci.

Le gouvernement américain en assumant le contrôle des chemins de fer pour la durée de la guerre, va accentuer encore les embarras de certains d'entre eux, en bouleversant leur administration et leur trafic dont une partie va être détournée vers d'autres voies. Pour ces raisons et d'autres, la situation va être telle qu'on peut prévoir que ce contrôle gouvernemental, devra devenir permanent.

Il en sera de même au Canada : les bailleurs de fonds du Canadien-Nord ont déjà su faire obtenir à leurs créances la garantie de l'Etat ;